

Zaki Laïdi : «La droite s'est convertie au libéralisme»

Propos recueillis par Nicolas Barré et Sophie Fay
29 mai 2006, (Rubrique International)

Professeur à Sciences po, directeur du Ceri (Centre d'étude des relations internationales) et animateur du laboratoire d'idées Telos, Zaki Laïdi a interrogé les députés.

LE FIGARO. – Quels enseignements tirez-vous de cette enquête sur la mondialisation menée auprès des députés ?

Zaki LAIDI. – Deux tendances se dégagent. La première, c'est que la mondialisation, définie comme l'ensemble des conséquences politiques, économiques et sociales de l'ouverture des marchés, apparaît comme une source de clivage très forte entre la droite et la gauche, sur le plan politique et identitaire. La deuxième est que la droite parlementaire exprime une nette conversion aux idées libérales, en particulier pour tout ce qui touche à la réforme du marché du travail. C'est une évolution politique majeure, pour une droite longtemps étatiste et souverainiste. L'enquête confirme aussi le durcissement de la gauche autour de valeurs politiques antilibérales, même si les positions des socialistes sont moins homogènes qu'à droite.

Comment expliquez-vous la polarisation de chacun des deux camps autour de cette question ?

En revenant sur deux grandes dates : le oui au référendum sur le traité de Maastricht en 1992 et le non à celui sur la Constitution européenne en 2005. Dans le premier cas, c'est plutôt la droite qui avait voté non, au nom de la souveraineté. Dans le second, c'est la gauche, par refus du libéralisme. Entre ces deux dates, la mondialisation, qui s'est intensifiée, a donné le sentiment que l'Europe s'était affaiblie. Elle n'apparaît plus vraiment comme un rempart ou un filtre, aux yeux des députés. Ceux de gauche en concluent que c'est donc à eux de combattre les idées libérales. Ceux de droite, au contraire, se sentent incités à assumer leur libéralisme en faisant le pari d'une réforme du marché du travail pour se donner les moyens de faire face à la mondialisation.

Pour vous, la droite française est donc convertie au libéralisme ?

L'enquête montre en tout cas que la vieille thèse des deux droites a vécu. Ce que confirme d'ailleurs le phénomène Sarkozy. La droite souverainiste paraît très minoritaire. Et les élus qui se montrent plus régulateurs que libéraux le sont avant tout au nom de l'agriculture. Sur les questions concernant le marché du travail, les thèses libérales standards semblent plébiscitées. A plus de 90%, les élus de droite estiment que la précarité de l'emploi en France est la conséquence d'un système rigide qui protège ceux qui ont déjà un emploi et fait obstacle à ceux qui en cherchent. Aujourd'hui, ils se disent que pour régler la question du chômage, on a tout essayé sauf les solutions libérales. Ils font donc un pari libéral.

La méfiance vis-à-vis de l'Europe et de l'ouverture n'est pourtant pas dans la culture de la gauche ?

En effet, mais elle a dû tenir compte après 2002 du fait que les couches populaires se sont senties abandonnées. Leur sentiment est lié à l'ouverture des marchés. Les groupes sociaux qui votent pour la gauche se sentent menacés par la mondialisation. Pour les reconquérir, la gauche s'attaque au libéralisme, considérant que les problèmes sont externes et pas internes à la France. L'enjeu pour elle sera donc de reconquérir les perdants de la mondialisation tout en les convainquant de s'engager sur la voie des réformes.

Quels enseignements peut-on tirer de cette enquête, pour la prochaine campagne présidentielle ?

Une enquête n'a pas de valeur prédictive, mais on peut penser que la droite se reconnaîtra plutôt dans un candidat aux options libérales assumées et qu'à l'inverse, la gauche retiendra le candidat le plus capable d'incarner un positionnement antilibéral.